



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° 2043354-0005 du 20 DEC 2013

mettant en demeure la société DELTISOL,
de régulariser la situation administrative
de son site qu'elle exploite au 840 rue de la VERDETTE
sur le territoire de la commune du PONTET.

LE PRÉFET DE VAUCLUSE CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement, notamment son article L.171-7,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,

VU le décret n° NOR: INTA1230678D du 1er août 2012 publié au Journal officiel de la République Française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012240-0001 du 27 août 2012, donnant délégation de signature à Madame Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012275-0003 du 1^{er} octobre 2012, donnant délégation de signature à Madame Agnès BREFORT, directrice départementale de la protection des populations,

VU le courrier de l'exploitant du 18 septembre 2013 indiquant son souhait de régulariser les activités exercées sur son site du Pontet,

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 31 octobre 2013 informant l'exploitant des suites administratives proposées,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 octobre 2013 faisant suite au courrier de l'exploitant du 18 septembre 2013,

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la société DELTISOL sur le site situé 840 rue de la Verdette sur la commune du Pontet, sont soumises au régime de l'autorisation, au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment au titre de la rubrique 2921-1-a (*Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » et dont la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW*),

CONSIDÉRANT que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ne sont pas garantis en l'absence d'autorisation,

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation, le Préfet met l'exploitant en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé.

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

AR R E T E

ARTICLE 1

La société DELTISOL, dont le siège social est situé au 840 rue de la Verdette au PONTET, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative et de déposer dans un délai maximum de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un dossier d'autorisation conforme aux prescriptions prévues aux articles R.512-2 à R.512-9 du Code de l'Environnement pour les différentes installations exploitées relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Le Pontet, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 20 DEC 2013
pour le Préfet,

la Secrétaire,

Martine CLAVEL,

ANNEXE

Article L514-6

- Modifié par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 13

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

- Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

